

ARCTIQUE

La Chine, dragon des neiges ?

Hot spot du changement climatique, l'Arctique constitue aussi une poche de croissance de plus en plus viable qui ne peut rester à l'écart des enjeux mondiaux. Le potentiel et les opportunités de cette région septentrionale aiguïssent les appétits de l'Empire du Milieu, qui cherche à y affirmer sa place, dans la perspective d'un monde postpolaire.

Historiquement peu présente en Arctique, en comparaison du Royaume-Uni ou de la France, la Chine s'insère graduellement mais résolument dans le paysage local. Sa stratégie y est multisectorielle. Elle s'articule autour d'une approche cohérente et de long terme aux niveaux diplomatique, commercial et industriel. Si cette stratégie répond à un besoin de sécurisation des approvisionnements chinois en énergie et matières premières, elle ne se résume pas à cette question.

UN TICKET D'ENTRÉE SCIENTIFIQUE

Tout d'abord, la Chine a investi très tôt dans la recherche polaire, instrument de *soft power* en Arctique. Elle se dote de brise-glace polaires, participe activement à des instances de coopération scientifique internationale ou à des forums dédiés et est depuis 2013 observateur au Conseil de l'Arctique. Si Pékin a longtemps mis en avant le caractère avant tout scientifique de son intérêt pour l'Arctique, la situation a radicalement changé au cours de la dernière décennie. En 2018, le livre blanc *China's Arctic Policy* a clarifié la stratégie chinoise en affirmant trois axes majeurs : protection de l'environnement et réponse au changement climatique, exploration et compréhension de l'Arctique et enfin développement durable de ses ressources dans le respect du droit international. La Chine s'y autodéclare « *Near Arctic State* » et « *stakeholder in Arctic affairs* »*.

DES RESSOURCES CONVOITÉES

Si la Chine ne se montre pas directement impliquée dans les questions de souveraineté arctique, elle pose des jalons pour l'avenir, en particulier dans le domaine des ressources. Au-delà de la nécessaire diversification de ses approvisionnements énergétiques (alternative en cas de contexte problématique dans les détroits de Bab-el-Mandeb ou Malacca), l'offensive de la Chine en Arctique répond à une logique de rentabilité à moyen terme dans une zone qui abrite d'importantes réserves d'hydrocarbures. Bien qu'elle soit déjà leader mondial de la production minière en terres rares, la nation investit également dans ce secteur en Arctique, deuxième gisement après la Chine, avec près de 25 % des réserves mondiales.

Toujours dans le secteur minier, les firmes chinoises investissent dans des explorations et exploitations plus classiques au Nunavut et dans le Sud groenlandais. Enfin, la Chine s'est également insérée dans la gouvernance sur la pêche en Arctique. L'Empire du Milieu est désormais le premier investisseur extérieur en zone arctique et le principal client des pays arctiques (Canada, Russie). L'Institut de recherches polaires de Pékin estime qu'entre 5 et 15 % des exportations du pays pourraient transiter par l'Arctique dès cette année. Un trafic voué à augmenter avec la multiplication des alliances avec les puissances régionales.

UNE ROUTE DE LA SOIE POLAIRE

Le projet global *Belt and Road Initiative* (BRI), initié par le président Xi Jinping et destiné à construire routes, ports et voies ferrées dans 65 pays, pour un investissement de plus de 1 000 milliards de dollars, comprend désormais un volet arctique, via la route de la soie polaire et la route maritime du Nord.

Si la route maritime du Nord (RMN ou NSR, *Northern Sea Route*), qui n'est qu'une partie du passage du Nord-Est, n'est pour l'heure que peu fréquentée, Russie et Chine ont affirmé leur volonté de la valoriser économiquement. La route de la soie polaire, qui se confond avec la route maritime du Nord russe, connectera pour sa part, à terme, les trois pôles de l'économie mondiale : Asie, Amérique du Nord et Europe.

La Chine réalise sur cette route des investissements significatifs : raccordement intercontinental en ultra-haute tension des réseaux électriques via l'Arctique d'ici 2050, implantation d'un champ éolien géant dans les eaux internationales, participation au développement de centrales nucléaires flottantes... Le projet chinois comprend également un volet connectivité numérique. Politiquement stable et située hors des zones de pêche, la région arctique pourrait voir l'installation de câbles sous-marins de télécommunications ensouillés. Enfin, la Chine cherche à installer des centres de données en Islande, pour des raisons climatiques

– les conditions de température sont propices au refroidissement des data centers – autant que financières.

UNE PRÉSENCE MILITAIRE CROISSANTE

La présence militaire de la Chine en Arctique, encore négligeable, devrait logiquement accompagner la hausse de ses intérêts dans la région. En 2019, un rapport du Pentagone à destination du Congrès américain indique ainsi que l'objectif de Pékin est de conserver une liberté d'accès à la zone mais aussi d'y faire peser à terme une menace via le déploiement de sous-marins nucléaires. En acquérant la capacité de faire patrouiller impunément ses sous-marins nucléaires en Arctique, la Chine disposerait d'un avantage stratégique majeur. Cela supposerait de pouvoir déjouer

la surveillance des détroits japonais, du détroit de Béring puis des archipels russes pour les franchir et d'évoluer au sein de zones encore peu cartographiées au niveau bathymétrique. Les possibilités en la matière sont toutefois encore limitées au regard des capacités de brise-glace actuelles des sous-marins chinois, de l'expérience de la navigation sous-marine sous glace et des faibles capacités de soutien logistique sur zone.

En septembre 2019, la Chine a mis sur orbite son premier satellite d'observation polaire BNU-1 dédié à l'étude de la fonte et de la dérive des glaces, qui réduit sa dépendance aux satellites étrangers pour naviguer dans les glaces. La Compagnie nucléaire nationale chinoise (CNNC) porte depuis 2018 un projet de brise-glace nucléaire, qui pourrait également

servir de banc de test pour le futur porte-avions nucléaire.

Toutefois, l'affirmation militaire chinoise en Arctique reste actuellement anecdotique par rapport aux démonstrations de puissance réalisées lors du défilé militaire marquant le 70^e anniversaire de la RPC ou face aux manœuvres russes ou de l'Otan en Arctique. Mais, au-delà des aspects purement militaires, cet intérêt pour l'Arctique répond à des considérations politiques internes, l'exploitation médiatique des activités polaires chinoises servant une communication politique nationaliste.

CC RÉMI BALME 27^e PROMOTION DE L'ÉCOLE DE GUERRE

* État riverain de l'Arctique et partie prenante de la question Arctique.

